

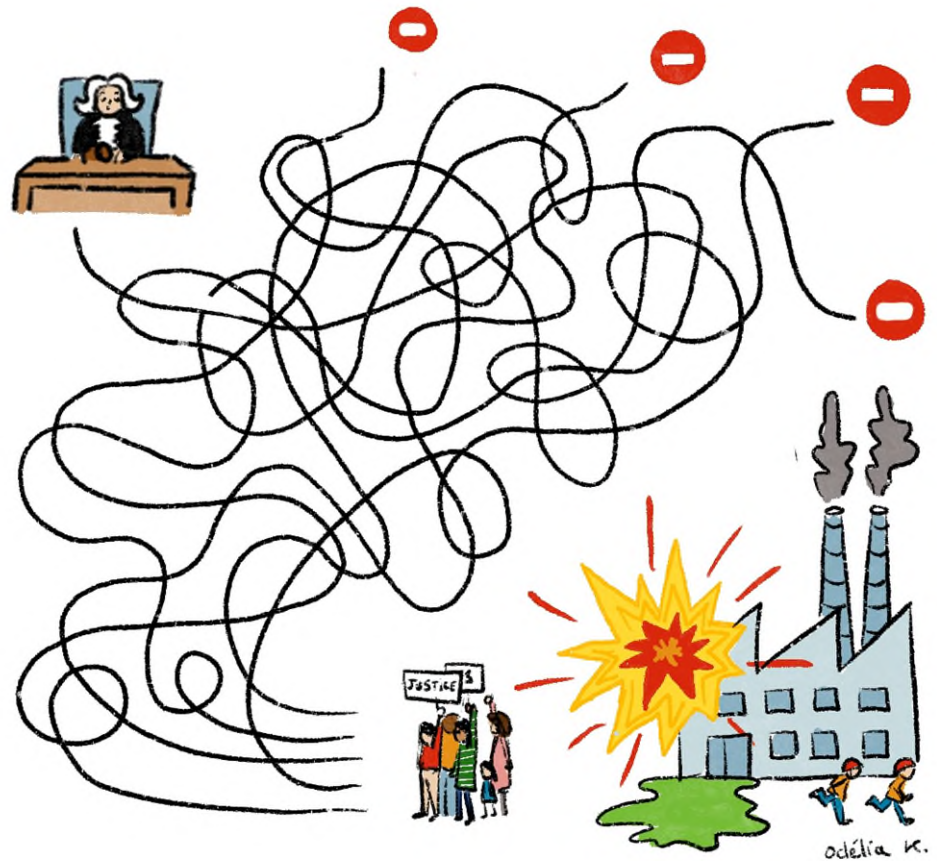
WEBINAIRE

ENTREPRISES ET DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE

20 AVRIL 2023
14H00 – 17H00 (CET)

Évènement bilingue (français /
anglais) avec interprétation
simultanée

Inscription obligatoire
<https://cutt.ly/yM1zaQA>



Illustration, Odélie Kammoun

Il s'agit du huitième webinaire d'une série prévue tout au long de l'année 2023 pour célébrer le 150ème anniversaire de l'Association de droit international (ADI).

Ce webinaire discutera du Livre Blanc consacré aux entreprises et droits de la personne humaine. L'évolution du cadre légal existant et le rôle des entreprises dans la lutte contre les inégalités et les injustices systémiques y seront notamment abordés.

Le texte du Livre blanc est consultable en ligne: <https://www.ilaparis2023.org/livres-blancs/entreprises-et-droits-de-lhomme/>

Présidence : **Arif Havas Oegroseno**, Ambassadeur d'Indonésie en Allemagne et **Anita Ramasastry**, Université de Washington School of Law, Seattle

Introduction : **Catherine Pédamon**, Université de Westminster, Londres et **Humberto Cantú**, Université de Monterrey, Mexique

Oratrices et Orateurs

Nathalie Bernasconi-Osterwalder, Directrice, International Institute on Sustainable Development, Genève

Alejandro Celorio Alcántara, Conseiller juridique, ministère des Affaires étrangères, Mexique

Esteban Mezzano, General Counsel Operations & Sustainability, Nestlé

Tomás Pascual Ricke, Directeur (droits de l'homme), ministère des Affaires étrangères, Chili

Emmanuel Umpula, Fondateur et Directeur, Afrewatch, Congo

Olena Uvarova, Directrice, Laboratoire international sur les Entreprises et les droits de la personne humaine, Ukraine

Aditi Wanchoo, Senior Manager, Programme des droits de la personne humaine, Novartis

Marie-Aude Ziadé, Avocate, CBR & Associés, Paris

Présidence



Arif Havas Oegroseno est actuellement ambassadeur d'Indonésie en République fédérale d'Allemagne. Il a été ambassadeur d'Indonésie en Belgique, au Luxembourg, auprès de l'Union européenne et de l'Union douanière mondiale de septembre 2010 à janvier 2015. En Indonésie, il a été vice-ministre au ministère de coordination des affaires maritimes (2015 – 2018) et a également été directeur général du droit et des traités internationaux (conseiller juridique) au ministère des Affaires étrangères (2007 – 2010). Il a été président de la 20e réunion des 162 États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (SPLOS). Il a été l'architecte de la toute première politique océanique indonésienne, la première en Asie du Sud-Est et parmi les rares en Asie. C'est un diplomate de carrière qui a servi le service diplomatique indonésien pendant plus de 30 ans depuis 1986. Il est également membre de l'Association de droit international – branche allemande.

Anita Ramasastry est une universitaire chevronnée et experte dans les domaines de la lutte contre la corruption, des entreprises et des droits de l'homme, et du droit et du développement. Elle dirige actuellement le programme d'études supérieures en droit du développement international durable à la faculté de droit de l'Université de Washington.

Elle est également Représentante spéciale pour la lutte contre la corruption auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). De 2016 à 2022, elle a été membre et présidente du Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme nommé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.



Introduction

Catherine Pédamon est actuellement Directrice du Programme des Masters en droit commercial international, en finance d'entreprise et en résolution des litiges commerciaux internationaux, et *Senior Lecturer* à la faculté de droit de l'Université de Westminster (Londres). Elle est également *Liaison Tutor* pour l'Université internationale de Westminster à Tachkent (Westminster International University Tashkent). Elle est titulaire d'un doctorat en droit comparé des contrats. Elle a obtenu un LLM de Harvard Law School et est diplômée d'un DEA de l'Université Panthéon-Assas (Paris). Après une carrière en cabinet chez Sullivan & Cromwell (New York), Gide Loyrette Noel (Paris), et Allen & Overy (Londres), elle s'est tournée vers le monde universitaire. Elle a commencé sa carrière académique à l'Université du Texas à Austin avant de poursuivre au BPP College of Law et à Westminster Law School à Londres, avec une spécialisation en droit commercial international, entreprises et droits de la personne humaine et droit comparé.

Elle mène actuellement des recherches dans le domaine des entreprises et des droits de la personne humaine, en particulier la sécurité alimentaire dans la chaîne d'approvisionnement mondiale et la responsabilité des entreprises en droit comparé, ainsi que sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de droits de la personne humaine et protection de l'environnement. Elle est l'auteur de nombreux articles sur ces sujets dans une variété de revues.



Humberto Cantú Rivera est professeur à la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Monterrey (Mexique) et directeur de son Institut des droits de l'homme et des entreprises. Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université Paris II Panthéon-Assas.

Il a publié de nombreux articles sur les entreprises et les droits de l'homme et possède une vaste expérience de travail et de conseil avec les États, les organisations internationales, les entreprises et la société civile sur le thème des entreprises et les droits de l'homme dans les processus normatifs internationaux, régionaux et nationaux et dans la mise en œuvre de normes de conduite responsable des entreprises. Il a été conseiller expert auprès de la délégation mexicaine dans les négociations de traités relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, et témoin expert sur les normes relatives aux entreprises et aux droits de l'homme devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire Miskito Divers (Lemoth Morris et autres) c. Honduras.



Oratrices et Orateurs



Nathalie Bernasconi-Osterwalder est directrice exécutive de l'IISD Europe et dirige le programme Droit et Politique économiques de l'Institut International pour le Développement Durable (*International Institute for Sustainable Development (IISD)*). Elle dirige le travail de l'IISD sur le commerce international, l'investissement et la finance. Au niveau sectoriel, ce travail s'étend à l'agriculture durable, aux mines et à l'infrastructure.

Elle supervise également la fonction de l'IISD en tant que secrétariat du Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable (*Intergovernmental Forum on Mining, Minerals, Metals and Sustainable Development (IGF)*) et du *China Council for International Cooperation on Environment and Development (CCICED)*. Elle enseigne également le droit international des investissements à l'Institut universitaire de Genève.

Alejandro Celorio Alcantara occupe actuellement le poste de conseiller juridique au ministère mexicain des Affaires étrangères. En tant que diplomate de carrière dans le service extérieur mexicain, il a été nommé conseiller juridique adjoint, chef de la section des affaires hispaniques et migratoires à l'ambassade du Mexique à Washington, D.C., chef du département de l'assistance consulaire au consulat du Mexique à Sacramento et chef du département des affaires politiques et économiques à l'ambassade du Mexique au Paraguay.

Il est titulaire d'une licence en droit de l'université La Salle, de trois masters : Sociologie juridique de l'Institut international de sociologie juridique d'Oñate, en Espagne ; Transactions internationales et droit comparé de la faculté de droit de l'université de San Francisco ; Droit américain de l'université de Houston ; et un diplôme en administration publique de l'université Iberoamericana.



Esteban Mezzano est General Counsel Operations & Sustainability chez Nestlé, basé en Suisse au siège social.

Avec plus de 20 ans d'expérience en tant qu'avocat d'affaires chez Nestlé dans différents pays, Esteban dirige actuellement une équipe juridique globale, dédiée au soutien des opérations du groupe (achats, agriculture, fabrication, chaîne d'approvisionnement et durabilité). En ce qui concerne la durabilité, son équipe supervise la dimension juridique des importantes réglementations ESG et des engagements pris par Nestlé, tels que ceux liés au changement climatique, aux emballages plastiques, à l'eau et aux droits de l'homme.

Tomás Pascual Ricke est actuellement Directeur du département droits de l'homme au ministère des Affaires étrangères du Chili. Il est titulaire d'un LL.B. de l'Universidad de Chile et d'un Master en droit spécialisé dans le droit international des droits de l'homme de la London School of Economics and Political Science.

Il est titulaire d'un diplôme en droits de l'homme et en droit international humanitaire de l'American University. Il est avocat et possède plus de dix ans d'expérience dans les litiges liés aux violations des droits de la personne humaine, la conception et l'élaboration de politiques publiques en matière de mobilité humaine, et de sécurité et de droits de la personne humaine. Il est consultant auprès du HCR pour des projets sur les enfants et l'apatridie, et chef de l'unité des droits de l'homme du bureau du défenseur public et professeur d'université en droits de la personne humaine et mobilité humaine.



Emmanuel Umpula est directeur et fondateur de Afrewatch. Il est juriste et travaille depuis 2002 sur la défense et la promotion des droits de l'homme (en RDC) et sur les entreprises et les droits de l'homme (en Afrique). Il travaille actuellement sur une synergie Sud-Sud sur la question de la transition énergétique et du changement climatique, mais aussi un nouveau discours sur le sujet ainsi que sur la formalisation du secteur minier artisanal en RDC, notamment dans le secteur du cuivre et du cobalt.



Durant sa carrière, il a occupé plusieurs positions et a mené et participé à plusieurs études. Il a également renforcé les capacités des communautés locales et des autres acteurs sur les questions des entreprises et les droits de l'homme (en contribuant par exemple à la révision du code et de la réglementation minière congolaise et des lignes directrices de l'OCDE) et a mené le plaidoyer au niveau national et international (participation à plusieurs campagnes). Il a aussi initié plusieurs plaintes contre les entreprises en RDC et au niveau international pour défendre les droits de communautés locales (par exemple à l'occasion des massacres de Kilwe contre la société australo-canadienne Anvil Mining, de la démolition du village de Kawama contre la société minière Malta Forrest International, et contre Heineken par ses anciens travailleurs, etc).

Olena Uvarova est Professeure associée depuis 2018 et dirige le laboratoire international sur les entreprises et les droits de la personne humaine à la faculté nationale de droit Yaroslav Mudryi (Kharkiv, Ukraine). En juin 2022, elle a rejoint l'université de Wageningen, Faculté de droit, en tant que chercheuse invitée.



Depuis 2017, elle travaille sur les entreprises et les droits de la personne humaine en Europe de l'Est et en Asie centrale. Elle est l'auteur de l'évaluation nationale sur les entreprises et les droits de la personne humaine en coopération avec le ministère de la Justice. Elle est co-rédactrice invitée du numéro spécial sur les BHR en Europe de l'Est pour le Business and Human Rights Journal. Elle a cofondé the *Central and Eastern European Association on Business and Human Rights* afin de promouvoir l'apprentissage entre pairs et le travail en réseau dans la région. En 2022, elle a publié une étude intitulée "Responsible Business Conduct in Times of War: Implications for Essential Goods and Services Providers in Ukraine". Elle a présenté différents aspects de cette étude en Ukraine lors d'un certain nombre d'événements en 2022, y compris lors du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme.

Aditi Wanchoo est senior manager chez Novartis, responsable du développement stratégique et de la mise en œuvre du programme de Droits de l'Homme de Novartis, en se concentrant particulièrement sur les droits de la personne humaine et du travail dans la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise. Auparavant, Aditi a dirigé le programme de sensibilisation à l'esclavage moderne d'Adidas à l'échelle mondiale.

L'expérience d'Aditi au cours des 20 dernières années couvre plusieurs secteurs, de la vente, des services financiers, des médias et du divertissement aux technologies de l'information. Ses rôles vont de la direction de l'octroi de subventions pour le programme de l'Entreprise Citoyenne d'Accenture India à l'établissement de processus de levée de fonds pour Greenpeace, une organisation environnementale internationale à but non lucratif, en passant par la direction de la fonction de développement des ressources chez Leonard Cheshire, une organisation mondiale à but non lucratif pour les droits des personnes handicapées. Aditi est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en comportement organisationnel et en psychologie industrielle. Elle est ressortissante indienne actuellement basée en Suisse.



Marie-Aude Ziadé représente des entreprises françaises et étrangères de tous secteurs, des organisations internationales, des fonds et des dirigeants, dans le cadre de contentieux et arbitrages stratégiques. Elle intervient aussi comme arbitre et médiateur.

Grâce à sa pratique en tant qu'avocat et de Directeur juridique contentieux (Areva), Marie-Aude a développé des compétences transverses lui permettant de traiter les litiges les plus sensibles avec une approche à 360°. Elle partage régulièrement son expérience et ses réflexions sur la meilleure manière de résoudre les litiges nés de l'atteinte aux droits de l'homme par les grandes entreprises, dans le cadre de leurs activités.

